

Les Balkans occidentaux en voie de dépeuplement



Photo de Mikuláš Prokop sur Unsplash

EUROPE DANS
LE MONDE

DÉCRYPTAGE
JUILLET 2023

#balkans
#demographie

• Introduction

Les pays des Balkans occidentaux ont depuis trente ans perdu une part notable de leur population. Que ce soit la Macédoine du Nord, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Monténégro, l'Albanie ou le Kosovo, tous se vident de leurs habitants, dans des proportions plus ou moins importantes¹.

Ce dépeuplement s'explique dans la majorité des cas par un double solde négatif, migratoire et naturel. Loin de s'atténuer, cette tendance pourrait, selon les projections moyennes, se poursuivre dans les prochaines décennies, au risque de **grever un peu plus le**

développement d'une région qui s'appauvrit et voit partir à l'étranger ses jeunes et ses forces vives ; elle pourrait même s'accroître au fur et à mesure que se rapproche l'espoir d'une adhésion à l'Union européenne.

Décompter les résidents de ces pays reste malgré tout un exercice difficile : les recensements y sont peu fréquents et donnent régulièrement lieu à d'âpres batailles politiques autour des équilibres respectifs des différentes communautés ethniques et nationales².

Isabelle Marchais
Chercheuse
associée santé
et démographie,
Institut Jacques
Delors

1 La région des Balkans occidentaux comprend six pays. La Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine (tous officiellement candidats à l'adhésion à l'UE) ainsi que le Kosovo (candidat potentiel). Le Kosovo a unilatéralement déclaré son indépendance en février 2008, indépendance qui n'est toujours pas reconnue par cinq États membres de l'UE (Chypre, Grèce, Roumanie, Slovaquie et Espagne).

2 Des recensements ont ainsi été invalidés dans le passé en Bosnie-Herzégovine par les instances internationales car ils avaient inclus dans la population du pays les expatriés, et non les seules personnes qui résident dans le pays, quels que soient leur statut et leur nationalité.

I • Une natalité en berne

I UN INDICE DE FÉCONDITÉ QUI N'ASSURE PAS LE REMPLACEMENT DES GÉNÉRATIONS

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, la population des Balkans (y compris la Bulgarie, la Roumanie, la Croatie et la Grèce, aujourd'hui membres de l'UE) a connu une forte augmentation, conséquence d'une natalité très soutenue (3,2 enfants par femme en moyenne en 1960). Le nombre d'habitants dans l'ensemble de la région est ainsi passé de 45 millions en 1945 à plus de 55,4 millions en 1960 et à 69 millions en 1980³.

Pour les seuls pays des Balkans occidentaux, la population est passée, entre 1950 et 1980, de 1,25 à 2,9 millions d'habitants en Albanie, de 2,7 à 4,2 millions d'habitants en Bosnie-Herzégovine, de 0,8 à 1,6 million d'habitants au Kosovo, de 1,25 à 1,9 million d'habitants en Macédoine du Nord (anciennement République yougoslave de Macédoine), de 0,4 à 0,5 million d'habitants au Monténégro et de six à 7,8 millions d'habitants en Serbie⁴. Mais cette tendance s'est depuis totalement inversée, en raison tout à la fois de l'envolée de l'émigration (*cf. infra*) et de l'effondrement de la natalité. À ce jour, les Balkans occidentaux comptent environ 18 millions d'habitants.

Aucun de ces six pays n'atteint par exemple le seuil de 2,1 enfants par femme, nécessaire pour assurer le simple remplacement des générations dans des pays ayant un niveau sanitaire correct : l'indice de fécondité

n'y est en moyenne que de 1,5 - un niveau similaire à la moyenne de l'UE mais inférieur par exemple à celui de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale -. En 2021, l'indice de fécondité était de 1,44 en Macédoine du Nord, 1,31 en Albanie, 1,52 en Serbie et 1,76 au Monténégro ; il était en 2019 de 1,55 au Kosovo⁵. La situation ne devrait pas connaître d'amélioration notable dans les prochaines décennies⁶.

À l'échelle de la région, le solde naturel, différence entre les naissances et les décès, est négatif, ce qui pousse la population à la baisse. Le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et l'Albanie ont tous enregistré des taux bruts de mortalité plus élevés que les taux bruts de natalité en 2021. La même année, la Bosnie Herzégovine (8,4 naissances pour 1000 habitants) et la Serbie (8,9‰) ont malgré tout été les seuls à enregistrer des taux bruts de natalité inférieurs à la moyenne de l'UE à 27 (9,1‰)⁷. Il faut rappeler que le solde naturel est également négatif dans la majorité des pays de l'UE et l'est en moyenne à l'échelle de l'UE depuis 2012.

I UN PROFIL SIMILAIRE À CELUI DU SUD DE L'UE

Les Balkans occidentaux sont à leur tour entrés, très rapidement, dans cet « hiver démographique » (concept mis en évidence par le professeur Gérard-François Dumont) qui affecte une grande partie de l'Europe et même de la planète.

3 *Atlas géopolitique des Balkans. Un autre visage de l'Europe*, Amaël Cattaruzza et Pierre Sintès, Editions Autrement, Collection Atlas Autrement, deuxième édition (2016). https://www.numilog.com/LIVRES/ISBN/9782746742680.Livre?utm_source=PDF-excerpt

4 La population en graphiques, Institut National d'Etudes Démographiques (INED). https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/graphiques-cartes/population_graphiques/ Sources statistiques : Nations Unies, projections de population mondiale. <https://population.un.org/wpp/>

5 Ces données Eurostat ne sont pas disponibles pour la Bosnie Herzégovine. Eurostat. Enlargement countries – population statistics (mai 2023). https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Enlargement_countries_-_population_statistics

6 Selon les projections moyennes des Nations Unies, l'indice de fécondité atteindrait en 2050 : 1,47 en Albanie ; 1,45 en Bosnie-Herzégovine ; 1,55 au Kosovo ; 1,51 en Macédoine du Nord ; 1,64 au Monténégro ; 1,58 en Serbie. La population en graphiques, Institut National d'Etudes Démographiques (INED) *cf. supra*.

7 Il faut aussi noter qu'en dépit d'importants progrès, les taux de mortalité infantile (nombre de décès d'enfants de moins d'un an pour 1000 naissances vivantes) dans les Balkans occidentaux restent supérieurs au taux moyen de l'UE_27 (3,2‰), sauf au Monténégro (1,4‰). Il est encore particulièrement élevé en Albanie (10,3 ‰) et au Kosovo (8,7‰). *Social Infrastructure in the Western Balkans*, Council of Europe Development Bank-Banque de développement du Conseil de l'Europe. https://coebank.org/media/documents/Social_Infrastructure_in_the_Western_Balkans.pdf

La situation a commencé à se dégrader à la suite des conflits de la fin du XX^e siècle. En Bosnie-Herzégovine notamment, la guerre (1992-1995) a profondément bouleversé la démographie du pays, où elle a fait plus de 100 000 morts. En 1995, au moment des accords de Dayton mettant fin aux combats, la moitié de ses 4,1 millions d'habitants n'habitaient plus dans les foyers qu'ils occupaient en 1991, qu'ils soient réfugiés à l'étranger ou déplacés à l'intérieur du pays. Seule une partie des exilés est rentrée après la guerre ; l'exode des cerveaux, lui, a continué et s'est même amplifié⁸.

D'autres facteurs contribuent au déclin de la population au sein de la région, en particulier ses difficultés socio-économiques⁹. « On peut considérer que la faible fécondité est liée dans une certaine mesure à une adhésion extrêmement rapide à ce que l'on pourrait appeler 'la modernité' ainsi qu'à un **manque de confiance en l'avenir** », analyse le professeur Gérard-François Dumont¹⁰. Les PIB par habitant et les taux de croissance, très faibles, offrent peu de perspectives à des jeunes en quête d'emploi ou de logement, ou désireux de fonder un foyer.

Les Balkans occidentaux ne se distinguent donc plus désormais, sur le plan démographique, des pays du sud de l'UE, où l'on relève en moyenne moins d'1,5 enfant par femme (1,4 en Grèce, 1,3 au Portugal, 1,2 en Italie et en Espagne). « Ce n'est pas que les femmes ne veulent pas avoir d'enfant. Mais la majorité d'entre elles fait maintenant de longues études et souhaite avoir une carrière, explique le professeur Gilles Pison. Or dans les Balkans, comme dans les pays du sud de l'Europe, les jeunes mères subissent une pression de leur entourage pour arrêter de travailler »¹¹. De plus, **les politiques fami-**

liales y sont faiblement développées, les congés parentaux beaucoup moins généreux que dans les pays du nord et l'offre de garde d'enfants très insuffisante.

À cela s'ajoute une **importante émigration des jeunes adultes**, qui cherchent une vie meilleure et des salaires plus élevés (*cf. infra*). « Deux situations techniques s'additionnent pour expliquer le dépeuplement lié au solde naturel négatif, précise Gérard-François Dumont. D'une part, une faible fécondité ; d'autre part, le fait que l'émigration concerne beaucoup de jeunes, qui partent dans d'autres pays européens ou parfois aux États-Unis et qui n'auront sans doute pas d'enfants dans leur pays d'origine, ce qui tend à amplifier la baisse de la natalité ».

I LE CAS PARTICULIER DU KOSOVO

Un pays, le Kosovo, continue de faire exception : les naissances y sont supérieures aux décès et le solde naturel est donc positif. **Près d'un quart de la population a moins de quinze ans**, conséquence d'un passé où les femmes avaient beaucoup d'enfants (plus de cinq en moyenne il y a 50 ans). Résultat, la pyramide des âges, très proche à une toute autre échelle de celle de l'Inde, comprend une très faible proportion de personnes âgées et un nombre élevé de jeunes adultes.

Le Kosovo commence malgré tout à se rapprocher des autres pays des Balkans occidentaux. Sa fécondité a beaucoup baissé et se situe désormais juste au-dessus de la moyenne de l'UE. La population, qui était repartie à la hausse après la guerre de 1998-1999, n'augmente quasiment plus depuis 2013 ; elle accuse même une légère diminution ces dernières années (-0,7% entre 2020 et 2021) en raison d'une hausse du

8 *Démographie : les Balkans à l'heure du grand exode*, Vie publique, RF, 3 février 2020. <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/271119-demographie-les-balkans-lheure-du-grand-exode>

9 Le PIB moyen par habitant est en moyenne de 6 740 euros (2020) au Monténégro, 5 170 euros (2018) en Macédoine du Nord, 4 610 euros (2020) en Albanie, 7 780 euros (2021) en Serbie, 4 580 euros (2017) en Bosnie Herzégovine, 3 740 euros (2018) au Kosovo. Le PIB moyen par habitant était en moyenne de 29 910 euros en 2020 dans l'UE. Eurostat, *Basic figures on the Western Balkans and Turkey*, factsheets, 2022 édition 2022. <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/4031688/14589427/KS-05-22-089-EN-N.pdf/35508d49-956b-9f20-2c47-1b38636e38b6>

10 Entretien avec l'auteur, mai 2023. Géographe, démographe, président de la revue « *Population et Avenir* », Gérard-François Dumont est professeur à la Sorbonne. Il vient de publier *Géographie des populations* chez Armand Colin

11 Entretien avec l'auteur, mai 2023. Professeur émérite au Museum national d'histoire naturelle, Gilles Pison est Conseiller de la direction de l'Institut national d'études démographiques. Il vient de publier *l'Atlas de la population mondiale* aux éditions Autrement.

taux de mortalité brut. La population, selon les projections moyennes des Nations unies, pourrait se stabiliser puis baisser après 2050.

Si l'exemple du Kosovo est intéressant à souligner, l'évolution a été rapide dans une grande partie des Balkans, y compris par exemple en Bosnie-Herzégovine. Fait étonnant, **ces pays aux histoires politique, économique, religieuse si différentes, voient aujourd'hui leur démographie converger.**

II • Une émigration en augmentation constante

I DES PAYS QUI SE VIDENT DE LEURS FORCES VIVES

En matière démographique, la différence avec la moyenne de l'Union européenne ne provient donc pas du solde naturel, mais bien du solde migratoire (différence entre les entrées et les sorties de migrants). Non seulement ce dernier ne compense pas l'excédent des décès sur les naissances, comme dans de nombreux pays de l'UE, mais il est fortement négatif dans l'ensemble des Balkans occidentaux. Entre 2012 et 2018, quelque 155 000 habitants de la région ont en moyenne annuelle émigré vers un pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), et ces départs continuent de s'intensifier. Si certains de ces exilés sont ensuite rentrés chez eux, la plupart d'entre eux ont choisi de rester à l'étranger¹².

L'émigration est une vieille tradition dans les montagnes des Balkans, déjà documentée à l'époque ottomane¹³. Loin de s'y opposer, le régime socialiste yougoslave a entretenu le phénomène, laissant une liberté à peu près totale de circulation et d'installation à l'intérieur et hors du pays, signant dès les années 1950 des conventions migratoires avec la Turquie, puis un peu plus tard avec l'Allemagne fédérale, destination privilégiée,

et encouragée, pour nombre de ces émigrés. Au lendemain des conflits des années 1990 qui avaient déclenché des exodes, tout particulièrement vers l'Allemagne et la Suisse, tandis que nombre d'Albanais émigraient en Italie, les difficultés économiques liées à la transition post-communiste provoquèrent une émigration massive des populations. Ces flux restent aujourd'hui très importants, faute de perspectives encourageantes.

Ce problème n'est pas seulement quantitatif. **Cette émigration touche principalement une population hautement qualifiée**, qui aspire à de meilleures conditions de vie, provoquant ce que l'on appelle une fuite des cerveaux (*brain drain*)¹⁴. Négatif dans les six pays concernés, le solde migratoire l'est tout particulièrement en Bosnie-Herzégovine et en Albanie. Après des années d'isolement forcé sous le joug d'Enver Hoxha, les Albanais furent nombreux à partir dans les années 1990, notamment vers les pays voisins. Cette émigration a fortement repris ces dernières années, à tel point que **l'Albanie représente à ce jour l'une des plus importantes diasporas au monde** en pourcentage de la population résidant au pays d'origine¹⁵. Environ 1,4 million d'Albanais vivraient aujourd'hui à l'étranger, sachant que le pays compte 2,8 millions d'habitants¹⁶.

¹² Entre 2015 et 2020, l'émigration nette annuelle de la région vers le reste du monde s'élevait à environ 135 000. Banque de développement du Conseil de l'Europe – Council of Europe development bank – Social Infrastructure in the Western Balkans. Increasing the region's economic resilience, enhancing human capital and counteracting the effects of brain drain. https://coebank.org/media/documents/Social_Infrastructure_in_the_Western_Balkans.pdf

¹³ *Démographie : les Balkans à l'heure du grand exode*, Vie publique, RF, cf. supra.

¹⁴ Avis du Comité économique et social européen sur le thème « Politique de la jeunesse dans les Balkans occidentaux » (20.1.2022). <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52022IE0778&from=EN>

¹⁵ Euronews. *Reportage en Albanie, pays qui perd sa jeunesse, «son oxygène»*, 12 janvier 2023. <https://fr.euronews.com/2023/01/12/reportage-en-albanie-pays-qui-perd-sa-jeunesse-son-oxygene>

¹⁶ *Tirer parti de la diaspora scientifique albanaise*, 4 octobre 2019. Organisation internationale pour les migrations (OIM). <https://www.iom.int/fr/news/tirer-parti-de-la-diaspora-scientifique-albanaise>

I DES RAISONS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

Les raisons de cette émigration sont d'abord économiques : les taux de croissance dans la région sont faibles, le chômage structurel est massif et les perspectives de développement très maigres¹⁷.

Outre l'espoir de trouver des salaires plus élevés et un meilleur niveau de vie, beaucoup de jeunes évoquent la difficulté à accéder à une éducation de qualité et à valoriser leurs diplômes ainsi que le manque d'investissements dans les services de soins de santé. Plus de 70% d'entre eux envisagent d'aller s'installer à l'étranger selon un sondage réalisé en 2020 par le Conseil de coopération régionale (*Regional Coopération Council*). Nombre d'entre eux (plus de 30% au Monténégro, plus de 40% au Kosovo et en Serbie et plus de 50% en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine du Nord et en Albanie) disent même vouloir vivre et travailler à l'étranger pendant les vingt prochaines années, voire plus¹⁸.

À cela s'ajoutent des raisons politiques, liées à la faible qualité des institutions, aux problèmes récurrents de gouvernance, à la corruption endémique. Selon le *Balkan Barometer* de 2020, quelque 63% des habitants de la région ne font pas confiance à leurs gouvernements et 66% ne font pas confiance à leurs institutions judiciaires ou législatives¹⁹. Une situation que la Commission européenne dénonce haut et fort dans ses rapports annuels sur l'élargissement²⁰.

Un article de la revue *Politique Internationale* illustre cette aspiration des jeunes au

départ²¹. Selon une enquête récente, « 83,7 % des étudiants de Macédoine du Nord souhaiteraient quitter leur pays, 8,3 % « hésiteraient » et seuls 7,9 % seraient déterminés à y rester ». D'après une autre étude, conduite en Serbie à l'automne 2018, « 34 % des jeunes âgés de 18 à 34 ans espèrent émigrer ». Et 367 000 ressortissants albanais (14 % de la population totale du pays) ont en outre participé en 2018 à « la loterie permettant d'obtenir la *Green Card* », le permis de séjour aux États-Unis. Selon l'Office des statistiques du Kosovo, « 170 000 personnes (presque 10 % de la population totale) » auraient quitté le pays entre 2013 et 2017. Les départs depuis les Balkans occidentaux se font essentiellement vers l'UE – principalement l'Allemagne, loin devant l'Italie, la Slovénie et l'Autriche – et dans une bien moindre mesure vers les États-Unis (moins de 5% des flux). **La France accueille quant à elle relativement peu de personnes en provenance des Balkans occidentaux** ; en 2021, seuls 1,3% d'immigrés qui y vivaient étaient nés en Serbie, 0,5% en Albanie, 0,2% en Bosnie-Herzégovine²².

L'émigration n'est pas toujours vue d'un mauvais œil par les pays concernés, qui y trouvent une possible source d'enrichissement. Les *Gastarbeitern* (terme allemand désignant les « travailleurs invités », passé dans la langue serbo-croate pour désigner l'ensemble des émigrés) envoient régulièrement de l'argent à leurs familles. Le départ des jeunes diplômés et de la main-d'œuvre excédentaire permet aussi de réduire les pressions sur le marché du travail et par conséquent d'atténuer les tensions sociales et politiques. Certains dirigeants voient enfin dans l'émigration un moyen d'endiguer

¹⁷ Banque de développement du Conseil de l'Europe – Council of Europe development bank – Social Infrastructure in the Western Balkans. Increasing the region's economic resilience, enhancing human capital and counteracting the effects of brain drain (cf. *supra*).

¹⁸ Miran Lavrič, Smiljka Tomanović and Mirna Jusić, Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), Youth Study Southeast Europe 2018/2019 (2018/2019) <https://library.fes.de/pdf-files/id-moe/15274-20190408.pdf>

¹⁹ Balkan barometer 2020: Public Opinion Survey <https://www.rcc.int/pubs/95/balkan-barometer-2020-public-opinion-survey>

²⁰ Communication de la Commission européenne sur la politique d'élargissement de l'UE (12.10.2022). https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/system/files/2023-02/COM_2022_528_F1_COMMUNICATION_FROM_COMMISSION_TO_INST_FR_V3_P1_2231690-plus-annexes.pdf

²¹ Balkans : la catastrophe démographique, Automne 2019, par Jean-Arnault Dérens, rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*, et Laurent Geslin, journaliste et géographe, spécialiste de l'Europe orientale et des Balkans, *Politique Internationale*. <https://politiqueinternationale.com/revue/n165/article/balkans-la-catastrophe-demographique>

²² Institut National de la statistique et des études économiques (INSEE). <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633212>

les mouvements de contestation : ceux qui partent ne sont plus là pour critiquer le pouvoir en place.

I UNE SITUATION AGGRAVÉE PAR LA PERSPECTIVE EUROPÉENNE

À l'exception du Kosovo, **les pays des Balkans occidentaux bénéficient d'une exemption de visa pour les séjours de courte durée dans l'espace Schengen.** Leurs ressortissants peuvent donc s'y rendre librement, pour une durée maximale de trois mois par an, sans possibilité d'y travailler.

En cas d'adhésion à l'UE, leurs ressortissants bénéficieraient de la liberté de circulation au sein du Marché unique. Cela accentuerait sans nul doute les départs, du moins dans un premier temps, comme l'ont montré après 2004 les exemples de la Pologne ou de la

République tchèque, dont les ressortissants cherchaient aussi des conditions de vie plus faciles et des salaires plus élevés. Mais ces dernières années, l'amélioration de la situation économique dans ces nouveaux États membres de l'UE a favorisé le retour d'une partie de leurs ressortissants et encouragé une émigration en provenance de certains pays voisins.

La « route des Balkans occidentaux » constitue par ailleurs l'une des principales voies de passage vers l'Europe pour de nombreux migrants originaires du Moyen-Orient, d'Asie ou d'Afrique. Après un niveau record en 2015, le nombre d'arrivées dans l'UE a décliné pendant quelques années, avant de repartir à la hausse depuis 2019. Les Vingt-Sept ont donc pris un certain nombre de mesures pour remédier à la situation²³.

III • Une évolution démographique lourde de conséquences

I UNE POPULATION DÉCLINANTE ET VIEILLISSANTE

Entre natalité en berne et propension croissante à émigrer, les Balkans occidentaux courent à terme **le risque d'une catastrophe démographique.** Entre 2011 et 2022, le nombre d'habitants a baissé presque partout : -0,3% au Monténégro (-0,03% par an en moyenne) ; -3,9% en Albanie (-0,4% par an en moyenne) ; -6,3% en Serbie (-0,6% par an en moyenne) ; -10,7% en Macédoine du Nord (-1,0% par an en moyenne). La population de Bosnie-Herzégovine a par ailleurs diminué de 9,1% entre 2011 et 2019 (dernières données disponibles), ce qui correspond à une baisse annuelle moyenne de -1,1%. Seule exception, le Kosovo : de 2011 à 2021 (données les plus récentes disponibles),

la population a augmenté de 0,2% (+0,02% par an en moyenne). Dans l'UE, la population a augmenté de 1,5% sur la période 2011-2022, soit une moyenne annuelle de 0,1%²⁴.

D'autres chiffres sont inquiétants. L'espérance de vie à la naissance a diminué entre 2011 et 2021 pour les hommes et les femmes dans les Balkans occidentaux²⁵. De plus, tous ces pays ont vu leur population diminuer entre 2019 et 2021. Et la chute semble devoir s'amplifier à l'échelle de la région. Entre 2021 et 2050, le nombre d'habitants passerait ainsi de 2,8 millions à 2,4 millions en Albanie, de 3,2 millions à 2,7 millions en Bosnie-Herzégovine, de 2,1 millions à 1,9 million en Macédoine du Nord, de 628 000 à 586 000 au Monténégro et de 7,2 millions à 5,7 millions en Serbie (selon les projections

²³ On trouve parmi ces mesures le plan d'action de l'UE concernant les Balkans occidentaux et l'instrument d'aide de préadhésion. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-migration-policy/western-balkans-route/>

²⁴ Eurostat. Enlargement countries – population statistics (mai 2023) *cf. supra*

²⁵ Selon Eurostat, la plus forte baisse a été enregistrée au Monténégro où l'espérance de vie des hommes est passée de 73,3 à 70,8 et celle des femmes de 78,8 à 77,0. L'Albanie a également connu une baisse substantielle de l'espérance de vie entre 2013 et 2021, passant de 76,0 à 73,6 pour les hommes et de 80,1 à 77,7 pour les femmes. Entre 2011 et 2021, l'espérance de vie des hommes est passée de 73,1 ans à 71,1 et celle des femmes de 77,2 à 75,5 en Macédoine du Nord ; celle des hommes de 72,0 à 70,0 et de 77,2 à 75,7 en Serbie. Aucune donnée n'était disponible pour la Bosnie-Herzégovine. Pour le Kosovo, les dernières données datent de 2016 (75,9 ans pour les hommes ; 81,6 ans pour les femmes). En comparaison, dans l'UE, l'espérance de vie des hommes a légèrement augmenté de 0,2 ans entre 2011 et 2021, passant de 77,0 à 77,2 pour les hommes et celle des femmes a diminué de -0,2 ans, passant de 83,1 à 82,9 ans.

moyennes des Nations unies). Il resterait à peu près stable au Kosovo, aux alentours de 1,6 million, avant de nettement décliner à partir de 2050²⁶.

Chute de la fécondité, émigration majoritairement composée d'individus en âge de travailler et de procréer, immigration composée pour l'essentiel d'individus fraîchement retraités : tout concourt en outre à un vieillissement rapide de la population des Balkans occidentaux. Il est par exemple intéressant de regarder l'âge médian (qui divise la population en 2 parties égales), lequel est de seulement 33 ans au Kosovo et 39 ans en Albanie (deux pays encore relativement jeunes démographiquement parce que la fécondité y est longtemps restée élevée), mais de 40 ans en Macédoine du Nord et au Monténégro, 43 ans en Bosnie-Herzégovine et même 44 ans en Serbie -un niveau similaire à celui de l'UE.

Les personnes âgées de moins de 15 ans ne représentaient en 2022 que 14,3% de la population totale en Serbie, 16,5% en Albanie, 17,0% en Macédoine du Nord et 17,9% au Monténégro (contre 24% au Kosovo en 2020)²⁷. « Ces pays vont donc très vite rejoindre les pays les plus vieux démographiquement de l'Union européenne que sont les pays du Sud – Portugal, Espagne, Italie, Grèce. Ce vieillissement pose aux pays des Balkans occidentaux les mêmes défis en termes de conditions de vie et d'accès à la santé », analyse Gilles Pison²⁸.

I FUIITE DES CERVEAUX ET APPAUVRISSEMENT ÉCONOMIQUE

Là comme ailleurs, la part croissante des personnes âgées pèse lourdement sur les finances publiques : la population active

diminue tandis que la détérioration de la pyramide des âges alourdit le poids des retraites et des dépenses de santé²⁹. Or les systèmes sociaux ne sont pas suffisamment équipés pour faire face au vieillissement de la population et les solidarités familiales ne suffisent pas à répondre aux besoins. Des zones entières sont par ailleurs désertées, et, faute de financements, certains services publics de base n'y sont plus ou pas suffisamment assurés³⁰.

« L'hiver démographique » représente par ailleurs une perte de chance à long terme pour ces pays ; il risque de ralentir leur développement et de grever leur productivité, leur compétitivité et leur capacité à innover. **L'émigration de nombreux soignants (médecins, infirmières et autres) et autres personnes hautement qualifiées devient un sujet de préoccupation majeur dans la région.** La pénurie de main-d'œuvre se fait déjà sentir dans divers secteurs. Et la situation est d'autant plus préoccupante que les Balkans occidentaux accusent déjà un important retard économique par rapport à l'UE.

Ces difficultés concernent les six pays des Balkans occidentaux, dans des proportions plus ou moins importantes. Après avoir connu une embellie à la fin des années 1990 (qui avait elle-même succédé à l'effondrement lié à la guerre), la Bosnie-Herzégovine affiche depuis 20 ans une chute spectaculaire de sa démographie ; environ 500 000 personnes ont émigré ces dix dernières années et certains secteurs manquent cruellement de main-d'œuvre³¹. La Serbie a de son côté perdu plus d'un demi-million d'habitants depuis 2011 et pourrait, selon les projections moyennes, en perdre 1,5 million d'ici à 2050³².

²⁶ La population en graphiques, Institut National d'Etudes Démographiques (INED), *cf. supra*.

²⁷ Eurostat. Enlargement countries – population statistics (mai 2023), *cf. supra*.

²⁸ Entretien avec l'auteur, mai 2023, *cf. supra*.

²⁹ Lettre d'Europe du Sud-Est, janvier 2020. Direction générale du Trésor, janvier 2020. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/6f0c7705-3c2e-4ff0-859c-c3256c656302/files/0bbaeeb9-a36f-405b-b0da-0a9af45de3dc>

³⁰ Balkans : la catastrophe démographique, Automne 2019, par Jean-Arnault Dérens, rédacteur en chef du Courrier des Balkans, et Laurent Geslin, journaliste et géographe, spécialiste de l'Europe orientale et des Balkans, Politique Internationale, *cf. supra*.

³¹ La saignée démographique qui vide la Bosnie-Herzégovine, Le Courrier des Balkans, 5 septembre 2022. <https://www.courrierdesbalkans.fr/La-saignee-demographique-qui-vide-la-Bosnie-Herzegovine> *Bosnia is becoming depopulated - What to do about it?* <https://balkaninsight.com/2022/11/15/bosnia-is-becoming-depopulated-what-to-do-about-it/>

³² Recensement en Serbie : le déclin démographique s'accélère, Le Courrier des Balkans, 2 mai 2023. <https://www.courrierdesbalkans.fr/Recensement-en-Serbie-le-declin-demographique-s-accelere>

I UNE SITUATION QUI REQUIERT DES MESURES FORTES

S'ils veulent inverser la tendance, les dirigeants doivent urgemment agir, par exemple en adoptant des politiques familiales pour venir en aide aux jeunes ménages, en augmentant les crédits alloués à l'éducation et à la santé, en améliorant les perspectives d'emploi, en facilitant l'accès au crédit et au logement³³. Mais peu semblent avoir pris la mesure des conséquences à moyen et long terme de cette évolution.

Quelques pays ont malgré tout commencé à agir. La Serbie essaie d'attirer les investissements étrangers sur son sol à grands coups d'aides fiscales. Le Monténégro travaille à l'amélioration des bases de données sur l'émigration et à une meilleure coopération avec les pays de l'UE afin de mieux comprendre les raisons de ce phénomène. La Commission européenne est elle aussi à la manœuvre. Elle a présenté en 2020 un plan

économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux, qui se concentre sur l'économie verte et l'économie numérique ; doté de 9 milliards d'euros, ce plan pourrait donner une forte impulsion à la transformation économique dans la région³⁴.

Dans la perspective d'adhésion, il sera également nécessaire d'instaurer des règles juridiques claires, d'améliorer le fonctionnement des institutions démocratiques, de renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire, de lutter contre la corruption et le clientélisme. « L'État de droit et la bonne gouvernance restent des priorités majeures », rappelait en octobre 2020 le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas³⁵. Sur ce point notamment, il reste encore beaucoup à faire pour se mettre au diapason des normes européennes afin d'éviter que les jeunes, notamment, ne soient tentés de partir à l'étranger pour y fuir les problèmes de mauvaise gouvernance et d'instabilité et trouver de nouvelles perspectives d'avenir.

• Conclusion

Confrontés simultanément à une natalité en berne et à une émigration galopante, les Balkans occidentaux se dépeuplent. Cette évolution s'est encore accentuée avec la liberté de circulation octroyée par la libéralisation des visas et pourrait encore s'accroître au fur et à mesure que se rapproche l'espoir d'une adhésion à l'UE.

Mais la situation est réversible. En 2001, avant que leur pays n'adhère à l'UE, les trois quarts des jeunes Roumains voulaient partir ; aujourd'hui les deux tiers veulent rester. La situation pourrait également s'inverser un jour dans les Balkans occidentaux,

à condition que les réformes nécessaires soient menées à bien et que l'économie offre suffisamment d'emplois et d'espoirs de développement pour enrayer l'exode des cerveaux.

L'espoir de rejoindre l'UE devrait en attendant inciter les Balkans occidentaux à respecter les règles de comptabilité statistique, de dénombrement, de recensement. Elle pourrait aussi favoriser la circulation des idées, la diffusion des bonnes pratiques, une modernisation des modes de vie. Et donc rapprocher les populations de la région et de l'UE. •

³³ En Macédoine du Nord, près d'un tiers des couples mariés n'ont pas d'enfant, et l'indice de fécondité a atteint en 2020 l'un des niveaux les plus bas au monde (1,31) -avant de remonter en 2021. Macédoine du Nord : catastrophe démographique, inaction publique, 31 août 2022, *Le Courrier des Balkans*. <https://www.courrierdesbalkans.fr/Macedoine-du-Nord-catastrophe-demographique-inaction-publique>

³⁴ Economic and Investment Plan for the Western Balkans, 6 octobre 2020. https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/economic-and-investment-plan-western-balkans_en

³⁵ Discours d'ouverture du ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas lors de la conférence « Jeunesse, migration et crise démographique dans les Balkans occidentaux » organisée le 28 octobre 2020 pendant la présidence allemande du Conseil de l'UE. <https://www.eu2020.de/eu2020-fr/actualités/reden/discours-heiko-maas-conférence-balkans-occidentaux-jeunesse-migration-démographie/2410714>

Directeur de la publication : Sébastien Maillard •
La reproduction en totalité ou par extraits de cette
contribution est autorisée à la double condition de ne
pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source •
Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité
de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne
saurait être rendu responsable de l'utilisation par un
tiers de cette contribution • Version originale • Edition :
Anne-Julia Manaranche • © Institut Jacques Delors

Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
18 rue de Londres 75009 Paris, France • www.delorsinstitute.eu
T +33 (0)1 44 58 97 97 • info@delorsinstitute.eu



Ce projet reçoit des financements du programme
Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV)
de la Commission européenne sous le numéro Project
101104850 – IJD 2023.